



Forum
Français *pour la*
Sécurité
Urbaine

PRIX PRÉVENTION DÉLINQUANCE 2020

Amélioration des relations
forces de sécurité - population

Prévention des violences
discriminatoires

Co-construction des politiques
de sécurité avec les citoyens



ÉDITORIAL

.....



Depuis 2008, le Forum Français pour la Sécurité Urbaine organise le Prix Prévention de la Délinquance (PPD) qui a pour objectif d'encourager les initiatives de prévention de la délinquance en donnant de la visibilité aux actions inspirantes menées à tous les niveaux de gouvernance territoriale.

Cette année, nous avons retenu trois thématiques centrales pour les acteurs de la sécurité locale : « Amélioration des relations forces de sécurité - population », « Coproduction des politiques de sécurité avec les citoyens » et « Prévention des violences discriminatoires ». Nous avons choisi d'inscrire ce Prix dans la démarche des Assises de la sécurité des territoires conçue comme un processus servant à élaborer des pistes d'action concrètes et à impulser une dynamique nouvelle dans le champ des politiques publiques nationales et locales de prévention de la délinquance.

La participation au PPD est ouverte aux collectivités territoriales, institutions publiques, organismes privés, associations, incarnant la diversité des organisations impliquées. L'édition 2020 nous permet notamment de saluer le rôle indispensable des associations puisqu'elles représentent la majorité des porteurs de projets (51,5%), qu'elles soient locales ou d'envergure nationale. Les collectivités territoriales ont largement contribué également (42,5%) et le Ministère de l'Intérieur complète le panorama (6,5%).

Les actions soumises aux jurys ont permis d'aborder les problématiques dans leur globalité, de la prévention primaire à la prévention de la récidive. Elles témoignent de l'intérêt de l'approche locale, d'actions construites à partir d'une identification précise des besoins des citoyens et des ressources existantes. Elles illustrent également l'engagement des acteurs de terrain pour consolider la prévention de la délinquance au sein des politiques de sécurité.

Ce recueil présente une sélection des projets qui ont transmis leur candidature cette année. Nous espérons qu'il sera pour vous une source d'inspiration, de réflexion, et peut-être de nouveaux partenariats.

Félicitations aux porteurs de projets pour leur engagement et leur mobilisation, en espérant que collectivement nous sachions démultiplier et pérenniser ces initiatives prometteuses.

Elizabeth Johnston
Déléguée générale

SOMMAIRE

>>> Amélioration des relations forces de sécurité-population 09

Le mot du Forum	11
Interview avec le lauréat : Direction départementale de la sécurité publique de Charente-Maritime	12
Interview avec le lauréat : Ville de Montreuil.....	14
Action lauréate : DDSF 17	16
Action lauréate : Ville de Montreuil	17
Agora des Citoyens, de la Police et de la Justice	18
Centre social Georges-Lévy.....	19
Compagnie de théâtre ALASKA	20
Association Défi de l'Alliance	21
Association l'École du Muay.....	22
Espoir 18.....	23
Ville de Herbiers	24
Association des Officiers de Réserve Citoyenne de Gendarmerie de Haute-Savoie.....	25
Association PACIM	26
Police municipale de la Motte.....	27
Association Raid Aventure	28
Ville de Saint-Nazaire	29
Ville de Vernouillet (Eure-et-Loir).....	30

>>> Co-construction des politiques de sécurité avec les citoyens. .33

Le mot du Forum.....	35
Interview avec le lauréat : Association Possible.....	36
Action lauréate : Association Possible.....	38
Ville d'Amiens.....	39
City-Cité-Ciudad.....	40
Ville d'Issy-les-Moulineaux.....	41
Police municipale du Lamentin.....	42
Ville de Montreuil.....	43
Ville de Saint-Denis (93).....	44

>>> Prévention des violences discriminatoires 47

Le mot du Forum	49
Interview avec le lauréat : Association Espace Les Monis	50
Action lauréate : : Association Espace Les Monis	51
Association Clin d'œil LGBTQI+.....	52
Association DANS LE GENRE ÉGALES.....	53
Association Femmes pour le dire, femmes pour agir.....	54
Association FLAG!.....	55
Communauté Lesneven Côte des Légendes.....	56
Maison des Adolescents de la Manche.....	57
Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre.....	58
Association Psycomédie - « Dispositif Farz-Book ».....	59



AMÉLIORATION DES RELATIONS FORCES DE SÉCURITÉ- POPULATION

LE MOT DU FORUM

De bonnes relations entre les citoyens et les forces de sécurité sont une condition déterminante pour permettre à la population de se sentir en sécurité et aux forces de sécurité de travailler efficacement et sereinement. Veiller à la bonne qualité de ces relations est primordial dans la mesure où les forces de sécurité sont des acteurs clés dans la chaîne de sécurité, de la prévention à la répression. Malheureusement, ces relations se sont fortement dégradées ces dernières années. Les causes de cette dégradation sont bien connues et de nombreux rapports, proposant des recommandations, ont été publiés.

Les nécessaires évolutions des relations entre forces de sécurité et population relèvent de changements internes aux forces de sécurité de l'État (recrutement, formation, missions ...) mais concernent également l'ensemble du corps social. En tant que tiers, les collectivités locales, et autres acteurs de la société civile, peuvent jouer le rôle d'intermédiaire pour contribuer à améliorer les relations avec la population, à apaiser les tensions et faciliter le dialogue entre les forces de sécurité de l'État et les citoyens.

Les actions présentées ci-après incarnent la capacité d'initiative et d'investissement de tous les acteurs de la sécurité locale pour l'amélioration des relations entre forces de sécurité et population. Nous tenons à souligner l'engagement particulièrement fort des collectivités et du secteur associatif et espérons que ces actions pourront vous inspirer et essaimer y compris auprès des organisations étatiques.

Première dans l'histoire du Prix Prévention de la Délinquance, deux lauréats ont été désignés ex aequo : deux actions complémentaires et illustrant la nécessité d'aller-vers et de se mettre à la disposition du public.

Nous adressons des remerciements particuliers aux membres du jury réunis en juin 2020 à nos côtés :

- » **Paul Quin**, Adjoint au maire de Mulhouse, chargé de la sécurité et de la tranquillité publique, Vice-président du comité exécutif du FFSU
- » **Claudine Angeli-Troccaz**, Adjointe du défenseur des droits, Vice-Présidente du collège chargé de la déontologie dans le domaine de la sécurité, Défenseur des droits
- » **Jacques De Maillard**, Directeur du Centre de recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales (CESDIP)



INTERVIEW AVEC LE LAURÉAT

>>>> **Olivier Saudreau, Commissaire de Police, Direction départementale de la sécurité publique de Charente-Maritime**



En quoi s'investir pour l'amélioration des relations forces de sécurité - population est-il prioritaire pour vous aujourd'hui ?

Dans le cadre de la Sécurité du Quotidien le rapprochement avec la population est un axe majeur aujourd'hui pour la Police Nationale et tout particulièrement pour la Direction centrale de la Sécurité Publique qui commande l'ensemble des commissariats de France hors région parisienne. Ce sont ces policiers qui sont les premiers intervenants notamment en cas d'appel au 17 police-secours. Au-delà du rapprochement c'est un véritable partenariat entre la police et la population qui est à développer. En effet, la Direction Centrale de la Sécurité Publique propose de plus en plus de coopération entre citoyens et policiers. Ainsi cette coopération s'exprime tant dans le domaine local, par la mise en place de la participation citoyenne, que par une prise d'initiatives dans de nombreuses actions comme les Rencontres de la Sécurité Intérieure, ou encore par l'accueil des stagiaires de 3ème ou d'étudiants... mais aussi par des rapprochements ciblés vers les commerçants, par des opérations de conseils de prévention avec les référents sûreté, par la prévention dans le cadre de l'opération anti-hold up, par l'accueil des cellules de veille de citoyens au sein des commissariats. Nous sommes également présents auprès de la communauté éducative et dans les établissements de l'Education nationale par des interventions en milieu scolaire ou lors des vacances d'été auprès des jeunes, des conventions avec d'autres services comme les centres hospitaliers... Le but de ce rapprochement est de transformer cette relation de simple connaissance en véritable coopération de sécurité entre partenaires. Ces contacts sont pour nous l'occasion de faire naître des réflexes de prévention afin que tout citoyen devienne acteur de la sécurité. Par exemple filmer la réalisation d'une infraction sans se mettre en danger, alerter plutôt qu'intervenir, ...

Quels conseils donneriez-vous pour mettre en œuvre une action similaire à la vôtre ?

Il faut croire au projet pour dépasser les embûches administratives, les machines à ne pas faire qui commentent sans agir. Donc je donnerais le conseil de laisser se développer son esprit créatif pour s'approprier pleinement le projet. Je crois aussi qu'il suffit parfois de proposer de la nouveauté pour fédérer des acteurs qui se révéleront aussi dans le projet. Ainsi le Préfet de la Charente Maritime et la Communauté d'agglomération de La Rochelle ont été les premiers innovateurs de ce projet. Dès la première heure ils ont provoqué, accompagné, ce projet de la conception à la réalisation tout en passant par le financement.



En quoi postuler au PPD était-il important pour vous et que vous apporte le fait d'être lauréat ?

Cela permet de donner une visibilité aux actions menées par la Police Nationale qui révèle une richesse de créativité avec toutes ces femmes et hommes répartis sur le territoire et faisant face à de nombreuses problématiques. De tous ces esprits naissent chaque jour des solutions vers plus de sécurité. La visibilité de ce prix est l'occasion de rendre hommage à tous ces policiers. L'Antenne de Police mobile est surtout l'occasion de mettre à disposition de tout citoyen des policiers pour vulgariser notre action dans tous les domaines qui touchent la société. La mise à disposition d'un temps très riche d'échanges tous azimuts avec les citoyens au moyen de l'Antenne de Police Mobile est très innovant.



Le but de ce rapprochement est de transformer cette relation de simple connaissance en véritable coopération de sécurité entre partenaires.

Quelles sont les perspectives de développement de votre action ?

La diffusion à d'autres départements de cette antenne de police mobile fruit de la Sécurité du Quotidien est pour moi une belle perspective. Je sais que l'idée de cette rencontre en mobilité a été reprise dans d'autres départements.

Pour aller plus loin, je pense que la dématérialisation de nos procédures de plaintes, le suivi de points de permis de conduire sur le net, la déclaration de site malveillants, la déclaration de fraude sur une carte bancaire (dispositif Perceval) et demain du dispositif Thésée pour toutes les arnaques sur internet ou un commissariat sur le net ne peut réussir qu'avec un accompagnement au plus près des populations. Cela ouvre une perspective d'accompagnement de la population pour cette antenne de police mobile. Cette agilité d'adaptation aux défis de demain est devenue le cœur de métier de la Direction centrale de la Sécurité Publique de la Police Nationale qui évolue en permanence sur sa matière tout en maintenant le plus fort maillage territorial. Ainsi l'APM est vouée à évoluer vers d'autres champs d'actions grâce à l'impact de proximité qu'il représente pour les citoyens.



INTERVIEW AVEC LE LAURÉAT



>>>> Loline Bertin, Adjointe déléguée à la tranquillité publique, à la brigade propreté, à la prévention et à la vie nocturne

En quoi s'investir pour l'amélioration des relations forces de sécurité - population est-il prioritaire pour vous aujourd'hui ?

Au-delà de la résonance de l'actualité nationale sur le territoire communal, la question des relations police-population au niveau local revenait régulièrement dans de nombreux groupes de travail (réseau violences faites aux femmes, groupe de prévention de l'entrée dans la délinquance des mineurs, groupe de prévention de l'entrée dans les trafics, cellules de veille...).

Ce sujet pouvait également crispier les échanges entre professionnels reprenant les mêmes critiques que les publics suivis. Pour tenter de comprendre cette méfiance généralisée vis-à-vis de la police et de trouver des solutions pour restaurer des liens plus apaisés, il était donc nécessaire d'entendre cette demande et de consacrer une réflexion et des moyens exclusivement sur cette thématique.



Quels conseils donneriez-vous pour mettre en œuvre une action similaire à la vôtre ?

Au préalable à la mise en œuvre de toute action à destination des habitants, il semble important de travailler exclusivement avec les professionnels et les forces de l'ordre pour analyser leur posture sur le sujet et ce, afin d'éventuellement déconstruire des préjugés réciproques et restaurer une confiance mutuelle.

Par ailleurs, nous suggérons de positionner sur un pied d'égalité les forces de l'ordre et les autres participants (professionnels et/ou habitants) notamment par l'intervention d'un support et d'un tiers « médiateur ». Le choix d'un intervenant non clivant est primordial. L'idée est d'instaurer un cadre de discussion bienveillant pour que chacun puisse s'exprimer sans aucune censure notamment sur le sujet sensible des violences policières.

Des échanges fréquents bilatéraux entre la direction de la tranquillité publique et le commissaire sont essentiels pour informer de l'avancée du projet, recueillir les sujets qu'il souhaite évoquer lors des échanges et s'assurer de la participation effective des fonctionnaires de terrain. Dans l'idéal, une participation du chef de projet à des réunions d'équipe pourrait permettre de vérifier la bonne compréhension du projet, de rassurer et de susciter la mobilisation des policiers. Les relations partenariales déjà bien établies entre la direction de la tranquillité publique et les différents services du commissariat, notamment par leur implication dans les différents groupes de travail, a facilité les démarches pour les associer à cette action innovante.



En quoi postuler au PPD était-il important pour vous et que vous apporte le fait d'être lauréat ?

Il est souvent difficile d'évaluer les actions de prévention menées, candidater au Prix Prévention de la Délinquance nous permet d'avoir un retour critique d'experts sur notre action et d'être particulièrement attentif aux autres projets menés en France.

Nous sommes très heureux que notre travail soit reconnu et récompensé ! Être lauréat nous encourage à poursuivre la démarche engagée.



L'idée est d'instaurer un cadre de discussion bienveillant pour que chacun puisse s'exprimer sans aucune censure notamment sur le sujet sensible des violences policières.

Quelles sont les perspectives de développement de votre action ?

Nous souhaiterions reprendre sur un quartier ciblé les sessions de discussion autour des relations police-population avec Jacques de Maillard, Directeur du CESDIP, et les séances de théâtre forum pour poursuivre le travail sur les postures et aller plus loin dans les pistes concrètes d'amélioration. Cela permettra également de réunir les acteurs locaux qui n'auraient pas eu la possibilité de participer aux différents temps organisés en 2019.

Nous envisageons également de travailler sur un partenariat avec l'Education nationale pour reprendre l'enquête policière.

Enfin, nous réfléchissons aussi à d'autres supports inspirés de films ou séries pouvant susciter l'envie de discuter sur ces sujets en toute sérénité !



Police Nationale, Direction Départementale de la Sécurité Publique de Charente-Maritime

Antenne de Police Mobile



Objectifs Par le biais de l'Antenne de Police Mobile (APM), la Police nationale de Charente-Maritime mène depuis mars 2019 une opération qui vise à renforcer le lien avec la population. Ce mini bus aménagé offre une réponse de proximité, sur une variété de problématiques (protection du domicile, sentiment d'insécurité, dangers d'internet, etc.), pour une diversité de publics.

Ce lieu de rencontre itinérant permet de réaliser des opérations de prévention et de conseiller sur diverses démarches dématérialisées (pré-plainte en ligne, paiement de contraventions, France connect...). L'APM représente également un espace d'échanges connu et reconnu du public, où il exprime ses attentes en matière de sécurité du quotidien. Cet outil a reçu un accueil positif de la population, qui déplore la centralisation des commissariats rendus moins accessibles.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Les bénéficiaires sont des publics très variés : les établissements scolaires, les automobilistes, les participants à des salons, des événements culturels et sportifs, et des associations.

Activités

- » Les acteurs de l'APM identifient les besoins d'un secteur puis étudient les supports et la documentation adaptés.
- » Ils déterminent ensuite le positionnement spatial du bus afin d'optimiser sa visibilité et d'accueillir le maximum de public. Il peut se déployer sur les marchés, lors de rassemblements festifs ou d'expositions par exemple.
- » Ils organisent une action ciblée avec du personnel volontaire et des partenaires (police municipale, collectivité territoriale, préfecture...).

Par exemple, le principal d'un collège souhaite une action thématique sur les questions de citoyenneté. Un policier effectue une recherche documentaire et des supports attractifs et adaptés, dans ce cas audiovisuels. Le passage du bus est annoncé aux collégiens afin de s'assurer de leur participation. L'APM stationne dans la cour de récréation, un policier part à la rencontre des collégiens afin de les y orienter, pendant qu'un autre les accueille pour organiser des activités thématiques de 5 à 10 élèves. Il leur présente également des films de prévention dans l'optique de susciter un débat.

Contact Olivier Saudreau, commissaire de Police, chef du Service d'Intervention, d'Aide et d'Assistance de Proximité ; olivier.saudreau@interieur.gouv.fr

>>>> Le mot du jury

En récompensant cette action, le jury souhaite mettre en avant une démarche de la police nationale qui se met au service du public, va à la rencontre des habitants et aborde de nombreuses problématiques du quotidien. Cette démarche fondamentale qui devrait être au cœur des pratiques de la police nationale, reste encore assez rare, c'est pourquoi le jury a souhaité encourager cette action.



Ville de Montreuil

Projet global visant l'amélioration des relations police-population



Objectifs En 2014, à la suite à diverses interpellations dans une cité du centre-ville (Cité de l'Espoir) en lien avec un phénomène de trafic, l'antenne vie de quartier a souhaité mettre en place un groupe de travail territorial visant à prévenir l'entrée des jeunes dans les trafics sur le secteur concerné. Les membres de ce groupe (agents municipaux, personnels associatifs, éducateurs, bailleurs...) ont formalisé un plan d'action de prévention allant bien au-delà de cette seule thématique avec comme un des axes forts, l'amélioration de la vie du quartier et plus spécifiquement l'amélioration des relations police-population.

Le projet a pour objectif de mieux comprendre les tensions existantes, de libérer la parole sur cette problématique, de présenter le rôle, les compétences et les responsabilités des forces de sécurité, et de développer les connaissances théoriques et pratiques sur les recours possibles si l'on estime avoir été victime de violences policières. Les actions (débat, théâtre, jeu de piste...) ont été très appréciées des participants et participent à favoriser l'émergence d'échanges constructifs avec les forces de sécurité.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Les participants au groupe de travail et les Montreuillois (public intergénérationnel).



Activités

- » En premier lieu, un temps d'échanges a été mis en place entre les services municipaux (jeunesse, intégration/discrimination, éducation), les acteurs de médiation, les agents des centres sociaux, les antennes de quartier, la police municipale et nationale, des associations, les bailleurs, l'éducation nationale, l'aide sociale à l'enfance, les professionnels de justice. Un chercheur a permis de guider les échanges.
- » Une deuxième session de travail a consisté à créer, collectivement, trois scènes théâtrales autour des thématiques suivantes : violences policières, parcours d'un plaignant, rôle de protection de la police dans le cadre des violences conjugales et situation de happy slapping (vidéolynchage) pour aboutir au théâtre forum : « Relations police-population : jouons le jeu » présenté aux habitants.
- » Dans la continuité, le jeu de piste « Enquête de rap » a été élaboré avec les habitants. Il présente l'histoire d'un policier fan de rap qui a perdu les paroles d'une chanson et sollicite l'aide de la population pour les retrouver.

Contact Jérôme Pillon, directeur de la tranquillité publique ; jerome.pillon@montreuil.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury se félicite de l'engagement d'une collectivité territoriale pour l'amélioration des relations police-population et souligne le caractère partenarial de la démarche ainsi que la forte volonté de co-production avec les habitants. L'action repose sur des supports variés (discussion, théâtre-débat, jeux) afin de toucher un public hétérogène.



Agora des Citoyens, de la Police et de la Justice

Interventions de policiers et de représentants du monde judiciaire dans des débats



Objectifs Depuis mars 2019, l'association Agora des Citoyens, de la Police et de la Justice organise des débats entre les citoyens et les professionnels de la sécurité et de la justice. Cette initiative vise à déconstruire les préjugés, sortir des incompréhensions mutuelles et des discours simplistes pouvant affecter les relations entre professionnels de la sécurité et la population. Ces échanges permettent aux personnels de police et de justice de témoigner de leur quotidien et de leurs expériences, dans un cadre informel, direct et respectueux. Cette porte d'entrée vers l'univers policier et judiciaire contribue à transformer les représentations des participants et crée une dynamique positive et constructive.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

L'association touche principalement des jeunes susceptibles d'avoir une image négative de la police et de l'appareil judiciaire ainsi que les associations qui travaillent sur le lien entre police et population.



Activités

- » L'association est sollicitée par ses partenaires associatifs et des structures institutionnelles pour participer à des débats (par exemple en 2019 : l'Université Catholique de Lyon, un Conseil citoyen de Grenoble, Demain La Chapelle, Mouvement pour une Alternative Non-violente, Jeunesses Avenirs Réinsertions Romainvilloises ou encore de l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture).
- » Les intervenants préparent leur présentation avec les organisateurs et les autres orateurs avec l'objectif d'apporter un regard croisé original entre policiers, citoyens et professionnels de la Justice, et affiner le propos de chacun de la manière la plus pertinente possible.
- » Après chaque échange, des bilans, au moins informels, sont réalisés avec les organisateurs et si possible des participants pour mesurer l'intérêt du dialogue et les apports de ses membres policiers ou professionnels du monde judiciaire. Ces retours permettent de faire évoluer certaines approches ou manières d'aborder des thématiques sensibles.

Contact Christophe Korell, président de l'ACPJ ; president@acpj.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury souligne le potentiel de l'association qui construit un espace rare de rencontre entre les professionnels de la police, de la justice et les citoyens. Il encourage au développement de cette initiative avec une implication encore plus importante des forces de sécurité et un renforcement du travail sur les représentations réciproques, pour questionner également les pratiques des acteurs de la sécurité et leur rapport à la population.



Centre social Georges-Lévy

PoliCité



Objectifs La recherche participative PoliCité a été initiée en septembre 2014 par le centre social Georges-Lévy et des chercheurs de l'École Nationale des Travaux Publics de l'État. La recherche s'est progressivement centrée sur les tensions entre la police et les jeunes dans les quartiers populaires. L'enjeu du projet est de déconstruire les représentations mutuelles négatives pour améliorer les relations et démocratiser les politiques policières.

De jeunes leaders formés sont devenus des agents mobilisateurs et des relais auprès de jeunes éloignés des structures. Les actions ont permis de toucher un large public et de transformer l'image des jeunes et des habitants des quartiers populaires, en faisant parallèlement avancer l'idée que des changements concrets sont possibles dans les relations police-population.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville • Zone de sécurité prioritaire

L'action vise les Vaudais vivant dans les quartiers classés Politique de la ville, les forces de l'ordre, les bailleurs sociaux, les établissements scolaires et les associations d'éducation populaire de Vaulx-en-Velin.



Activités

- » L'une des originalités de PoliCité est de privilégier des formes d'actions délibératives et collaboratives, le but étant d'influencer de manière positive le comportement des citoyens, ce qui implique que la police inspire confiance et respect.
- » En 2016-2017, les partenaires ont mené une enquête participative ayant montré que les tensions persistantes renvoient à des systèmes de représentations en opposition à travers lesquels policiers et jeunes se voient chacun comme des camps adverses.
- » Sur la base de ces représentations, plusieurs actions ont été organisées en 2018-2019 (création d'une bande dessinée, débats jeunes-police animés par Médiation nomade, la conférence citoyenne de consensus).
- » Depuis la fin d'année 2019, les actions visent à développer le pouvoir d'agir des habitants et à les outiller pour développer des modes de résolution de problèmes allant au-delà des seules réponses répressives, en partenariat avec les bailleurs sociaux, comme le recours à la médiation.

Contact Samia Bencherifa, coordinatrice du pôle ados/pré-ados ; samiabencherifa@yahoo.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury souhaite soutenir le projet PoliCité qui a organisé des espaces de débat pour libérer la parole sur les relations forces de sécurité - population. Ce projet s'appuie sur des recherches et sur l'implication d'acteurs concernés par ces enjeux qui se réapproprient ce sujet en tension.



Compagnie de théâtre ALASKA

Préparation de la pièce de théâtre 78-2



Objectifs Créée en janvier 2018, la pièce de théâtre « 78-2 » de la compagnie de théâtre ALASKA souhaite questionner les rapports police-population. Ses comédiens estiment que ce sujet révèle les fractures de la société. Ils ont mené une recherche à la fois documentaire et théâtrale (lectures d'essais, de témoignages) et des entretiens (avec des policiers, des médiateurs, des associations, etc.).

En parallèle, les comédiens ont organisé des ateliers interactifs publics pour recueillir et jouer en direct les témoignages de

personnes présentes. L'idée est de permettre l'expression, via la pratique artistique, de personnes directement concernées qui ont le sentiment de ne pas avoir de d'espace d'expression et de parvenir à créer un lien entre des interlocuteurs aux points de vue différents.

- Bénéficiaires**
- Géographie prioritaire de la politique de la ville
 - Zone de sécurité prioritaire
 - Quartier de reconquête républicaine.

L'action bénéficie aux habitants, policiers, équipes de médiation, éducateurs des quartiers classés politique de la ville.

Activités

- » Entre 2018 et 2019, la compagnie a effectué une recherche documentaire et des entretiens à Clichy-sous-bois, à Mantes-la-Jolie et à Bourges pour permettre aux comédiens de s'imprégner de toute la matière « émotionnelle » des rapports entre la population et la police. La compagnie a notamment rencontré les services de tranquillité publique des villes, des représentants préfectoraux et du CGET, la Police nationale, la protection judiciaire de la jeunesse ainsi que des associations.
- » Les comédiens ont animé des stages de pratique théâtrale (écriture, improvisation, jeu) et des ateliers interactifs. Les ateliers « Sortie de résidence interactive » proposait aux participants (amateurs, détenus, policiers et habitants) de raconter des contrôles d'identité que les comédiens interprétaient immédiatement afin d'être corrigés et que les mises en situations soient affinées.
- » Ce dispositif d'enquête (participation des enquêtés au travail de plateau, précision du récit de l'enquêté, ...) a été présenté lors d'un colloque de sciences sociales à l'Université de Caen et fera l'objet d'une publication dans une revue.

Contact Karine Sahler, directrice artistique ; Bryan Polach, auteur-metteur en scène ;
alaskatheatre@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury souligne l'intérêt de mobiliser le média artistique pour permettre l'expression sur cette problématique. Il salue la démarche basée sur une véritable co-production avec les citoyens et les forces de sécurité et est curieux de découvrir le spectacle en cours d'élaboration.



Association Défi de l'Alliance

Défi de l'Alliance



Objectifs L'association Défi de l'Alliance organise depuis 2002 des séjours sportifs "Défi de l'Alliance". Ces mini-séjours de quatre jours, réunissant des jeunes et des gendarmes, s'inscrivent dans une démarche de prise en charge d'un public sensible, d'initiation à la vie en collectivité et de valorisation du dépassement de soi, des valeurs de partage, de solidarité et d'esprit d'équipe. Ce séjour a également pour objectif d'inciter à une réflexion sur la prévention de la récidive et des conduites à risques.

Les séjours ont permis aux gendarmes de nouer des liens très forts avec les jeunes. Après le séjour, certains gendarmes ont été des relais entre les enseignants et les jeunes dans leurs établissements scolaires.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Les adolescents de 13 à 15 ans sont d'origine culturelle et sociale différente, issus des communes de Sablé-sur-Sarthe, La Flèche et La Ferté Bernard. L'action cible particulièrement les jeunes ayant été l'objet de commissions éducatives au sein des établissements scolaires, de mesures de responsabilisation ou repérés par les espaces jeunesse.



Activités

- » Le Défi de l'Alliance implique entre 30 et 40 participants qui, au travers des activités orchestrées par des animateurs, des éducateurs ou prestataires, apprennent à cohabiter, à collaborer et à partager, tout en adhérant à un contrat moral.
- » Les quatre journées du Défi de l'Alliance sont rythmées par divers défis sportifs, où les jeunes sont répartis en groupes, comme la course d'orientation sur canoë, le tir à l'arc, l'escalade, construction de radeau, etc. Aussi, des ateliers de prévention sont organisés par la Brigade de prévention de la délinquance juvénile (BPDJ) sur les thèmes des addictions, de l'usage des réseaux sociaux numériques et de la sexualité.
- » Outre les activités sportives et de prévention, ce séjour permet de partager des moments de vie en collectivité, lors des repas et des soirées au sein du camping.
- » À la fin du séjour, une coupe est remise à l'équipe vainqueur, et un briefing de fin de séjour est réalisé.

Contact Lénaïg Boulay, adjudante ; lenaig.boulay@gendarmerie.interieur.gouv.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury remarque la démarche de l'association pour créer un contexte singulier d'échange entre les gendarmes et les jeunes ainsi que le riche partenariat établi. Ces séjours ludiques et sportifs instaurent une reconnaissance mutuelle qui semble se perpétuer après l'action.



Association l'École du Muay

Du punch pour la citoyenneté



Objectifs Constatant l'augmentation des agressions verbales et physiques d'une partie de la population envers les policiers et les sapeurs-pompiers, le club de boxe Thaïlandaise l'École du Muay organise depuis septembre 2018 des rencontres entre ses jeunes adhérents et les forces de l'ordre de la ville de Montbéliard. Ces événements offrent aux participants la possibilité de renouer le dialogue et d'améliorer la compréhension de l'autre. Ce projet s'accomplit en partenariat avec l'École nationale de police et les sapeurs-pompiers, avec le soutien logistique de la ville de Montbéliard. Suite aux actions, l'association constate

un changement significatif de la manière dont les jeunes considèrent et perçoivent les forces de l'ordre. Le partenariat mis en place avec l'association, l'Ecole de police et les sapeurs-pompiers est en cours de pérennisation.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville
- Zone de sécurité prioritaire

Les jeunes filles et garçons de 14 à 25 ans et les jeunes en situation de "pré-délinquance" et de délinquance.



Activités

- » A ce jour, quatre rencontres ont eu lieu entre les forces de l'ordre et les jeunes. Deux journées se sont déroulées à l'École nationale de police de Montbéliard, avec la participation des Cadets de la République. Les jeunes ont participé à plusieurs activités dont un parcours d'habileté motrice, un parcours de stress (sans vision avec des obstacles et du bruit), et un test sportif Luc Léger.
- » Deux journées ont été proposées par les sapeurs-pompiers : la visite de la caserne des pompiers de Montbéliard, une initiation aux gestes de premiers secours, l'utilisation des défibrillateurs, et la manipulation d'extincteurs.
- » Au cours de chaque action, des documentaires sur le quotidien des forces de l'ordre ont été projetés, suivis d'échanges entre les participants. Aussi, les forces de l'ordre ont pu être initiées aux techniques d'attaques et de défense en boxe Thaïlandaise.

Contact Farid Louali, président de l'association ; ecoledumuay@laposte.net

>>>> Le mot du jury

Le jury reconnaît l'implication des bénévoles dans la volonté de permettre la rencontre entre les jeunes et les forces de sécurité. Cette initiative s'inscrit dans une réelle perspective d'échange où chacun présente ses activités et les apprend à autrui.



Espoir 18

Amélioration des relations forces de sécurité-population

ESPOIR18



Objectifs LL'association parisienne Espoir 18, constate chez ses usagers (jeunes et familles) un sentiment d'insécurité et de discrimination, une perception négative de l'institution policière. De ses échanges avec la police, elle constate un sentiment d'isolement et des limites dans la formation et la connaissance du quartier. De façon générale, de trop rares opportunités de dialogue. L'association a donc réalisé plusieurs actions pour favoriser l'interconnaissance, permettre l'expression des griefs et réinstaurer le dialogue.

Après une première phase de sensibilisation des équipes, les bénévoles ont préparé et réalisé des actions réunissant les forces de sécurité et les habitants (repas, visites de brigades, théâtre forum-débat...), puis présenté les actions au cours d'une exposition de photographies et de vidéos. L'action a permis de faire évoluer positivement les comportements et les perceptions de chacun par le dialogue.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville
- Zone de sécurité prioritaire
- Quartier de reconquête républicaine

Les habitants des zones de sécurité et des quartiers prioritaires des 18ème et 19ème arrondissements.



Activités

- » Une première phase de sensibilisation, a permis la formation des équipes salariées et bénévoles, au principe de « l'aller-vers », à l'intervention sur l'espace public, aux horaires nocturnes, et à la capacité à aborder avec les habitants un sujet sensible ainsi qu'à dialoguer avec les forces de sécurité. .
- » Une deuxième phase de préparation des actions comprenait la rencontre des parties prenantes pour un travail de co-construction avec la préfecture de Police, commissaires, policiers membres d'associations, etc. permettant la réalisation d'un diagnostic partagé.
- » Une troisième phase de réalisation des actions, composée de repas partagés entre les jeunes, les familles, les forces de l'ordre, les acteurs associatifs, les élus.
- » Aussi, l'association a organisé des visites au sein des brigades de police, et un temps de présentation est organisé lorsqu'un nouveau policier arrive. Une journée (« Femmes Exceptionnelles ») et une soirée (« Droits et devoirs ») thématique ont été organisées à destination de forces de sécurité et de la population.
- » De plus, plusieurs activités culturelles ont été mises en place (théâtre forum-débat, ateliers dessins, des sorties culturelles, etc.).
- » L'ensemble des actions ont été présentées au cours d'une exposition photo et vidéo.

Contact Jérôme Disle, directeur général de l'association ; dir.gen.espoir18@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury reconnaît l'ancrage territorial et dans le temps du projet de l'association. Le jury salue la démarche partenariale du projet ainsi que la variété des supports utilisés et la capacité à aborder avec les usagers de l'association des sujets sensibles, dans le dialogue.



Ville des Herbiers

Une nuit avec la Police municipale



Objectifs La Police municipale de la commune des Herbiers a mis en œuvre à l'été 2019 une action d'immersion au sein de ses services. L'initiative "Une nuit avec la Police municipale" offre la possibilité aux citoyens de s'immerger le temps d'une soirée dans le quotidien d'un service de police municipale d'une ville moyenne. Les Herbretais volontaires peuvent notamment participer à la patrouille nocturne.

Ce projet s'intègre dans le cadre de projets préventifs de renforcement du lien avec la population et la police municipale et permet de déconstruire les clichés médiatiques. Il a permis

de démystifier quelques idées reçues sur la police municipale, en partageant sa réalité et son quotidien. Il a également permis de renforcer le lien social, car les volontaires en ont parlé à leurs entourages.

Bénéficiaires

L'action vise tous les Herbretais volontaires et majeurs.



Activités

- » La police municipale a développé le projet, en anticipant les conditions de réussite et éventuels freins à la mise en œuvre de l'action. Il a été validé par le directeur général des services et le Maire.
- » L'initiative est ensuite diffusée au sein des médias locaux, tels que le journal de la ville, la newsletter communale et la presse écrite.
- » Les candidatures sont réceptionnées par courriel ou physiquement et sélectionnées en fonction de la motivation des candidats en cherchant à respecter la parité entre les femmes et les hommes ainsi qu'un panel d'âge large.
- » Enfin, la nuit avec la Police municipale se met en place, accueillant un volontaire par nuit, accompagné de trois agents, à des dates définies, les samedis soir de juin à septembre de 22 heures à 03 heures.

Contact Hervé Perton, chef de service de Police municipale ; h.perton@lesherbiers.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury estime que cette expérience peut apporter aux citoyens une meilleure compréhension de l'activité des policiers municipaux. Cette action permet une immersion ponctuelle dans le quotidien des forces de sécurité et mérite d'être pérennisée.



Association des Officiers de Réserve Citoyenne de Gendarmerie de Haute-Savoie

Cadets de Gendarmerie de Haute-Savoie



Objectifs Depuis septembre 2014, l'Association des Officiers de Réserve Citoyenne de Gendarmerie de Haute-Savoie (AORCG 74) pilote le dispositif des Cadets de Gendarmerie de Haute-Savoie pour établir un véritable dialogue avec les jeunes et leurs parents. Le programme accueille une trentaine de jeunes chaque année.

Il vise à promouvoir les valeurs de la République, à freiner la radicalisation en proposant une alternative de vie avec un idéal, et à leur donner des pistes de conduite pour leur vie personnelle et professionnelle. Les carrières de la gendarmerie leur sont

notamment présentées. Les jeunes cadets ressortent du stage plus responsables, citoyens et engagés dans l'associatif local, et 13% d'entre eux ont intégré des métiers militaires.

Bénéficiaires

L'action s'adresse à des jeunes volontaires de 15 à 17 ans, des classes de seconde des lycées de la zone de sécurité prioritaire de la Vallée de l'Arve.



Activités

- » Les jeunes sont recrutés au cours des réunions de présentation dans les lycées de la ZSP. L'action commence par trois jours d'entraînement des cadets (habillement, cohésion), suivie d'une première semaine de stage durant les vacances d'hiver, et d'une seconde aux vacances de printemps, et se termine par la participation à deux jours de mémoire nationale, le 8 mai et le défilé du 14 juillet.
- » Les activités programmées leur font découvrir l'organisation de l'État, de la justice (visite d'un tribunal et d'un établissement pénitentiaire), de la Gendarmerie (visite d'unités opérationnelles : brigade cynophile, autoroutière, peloton d'intervention...) et les bases de la hiérarchie militaire. Ils pratiquent également des activités sportives, des courses d'orientation, et apprennent la marche en cohésion.
- » Les cadets participent à des actions de prévention sur l'usage des stupéfiants, à des formations sur la citoyenneté et le devoir de mémoire (visite d'un lieu de mémoire et marche de cohésion vers le site des Glières) et les notions de la Nation (intervention d'un parlementaire).
- » Cette découverte des métiers permet aussi un dialogue entre jeunes de la ZSP et les forces de l'ordre, permettant à ces dernières d'avoir une image positive auprès des jeunes et des résidents de la ZSP.

Contact Bruno Lys, chargé des Cadets ; b.lys@orange.fr ou cadetgendarmerie74@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury relève que cette action au long cours permet aux jeunes de découvrir les carrières de la gendarmerie et de leur en faciliter l'accès.



Association PACIM

Kawa-rencontres Police-Population



Objectifs Suite aux résultats d'une enquête ethnographique auprès d'habitants et forces de l'ordre intervenant dans le quartier de la Mosson, à Montpellier, l'association PACIM a créé en novembre 2017 les Kawa-rencontre Police-Population. L'enquête faisait état d'incompréhensions et de méfiance de la population vis-à-vis des forces de l'ordre, mais également de leur volonté d'instaurer le dialogue.

Les Kawa-rencontres sont des espaces d'échanges entre les habitants, les forces de l'ordre, et une multitude de partenaires nationaux et locaux. Cette libération des paroles citoyennes

permet de co-construire des réponses rapides et sur mesure (médiation entre voisins, mise en sécurité dans le cas de violences conjugales...), de réduire le sentiment d'insécurité des habitants et d'inverser positivement leur représentation du quartier.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville
- Quartier de reconquête républicaine

L'action se déroule dans trois quartiers classés Politique de la ville, à Montpellier (Mosson et au Petit-Bard), et à Béziers (Devèze), auprès de 600 personnes, favorisant la mixité de genre et culturelle.

Activités

Les kawa-rencontres constituent des espaces d'échanges bienveillants, où les habitants, les représentants de l'État et des forces de l'ordre, les collectivités territoriales, les structures sociales locales, des experts, sont invités pour échanger sur des problèmes spécifiques du quartier, donnant lieu à des comptes-rendus systématiques. L'association PACIM met en œuvre cinq types de Kawa-rencontre.

1. Les kawa-rencontres police-population générales (ensemble des préoccupations des habitants).
2. Les kawa-rencontres thématiques (les violences faites aux femmes, l'implication des pères, les conduites à risque au volant, etc.).
3. Les kawa jeunes-Police thématiques en collaboration avec les équipes pédagogiques du territoire (le harcèlement scolaire, les addictions, l'implication citoyenne des jeunes face au réchauffement climatique, etc.).
4. Les kawas des seniors (1 par trimestre)
5. L'analyse des pratiques et le bilan des actions, tous les 10 kawas avec les policiers, les représentants de l'État et l'équipe de PACIM.

Contact Catherine Barriere, coordinatrice de projets ; passcultim@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury salue cette action qui s'appuie sur un diagnostic et s'inscrit dans une dimension d'aller-vers où les policiers et les citoyens ont une posture d'égalité. Le jury souligne le fait qu'elle s'instaure dans la régularité et sur différents lieux.



Police municipale de la Motte

Cellule Sécurité Prévention Intervention



Objectifs La Police municipale de la Motte a créé une cellule sécurité prévention intervention (CSPI) en avril 2015 afin d'assurer la sécurité des citoyens dans leur vie quotidienne et la tranquillité publique, et d'agir sur le sentiment d'insécurité de la population. Cette nouvelle CSPI conduit à la réorganisation du service de police portant à la fois sur la prévention, la communication, l'action et l'intervention.

Ce projet est réalisé en collaboration avec les forces de sécurité de l'État, les commerçants et les habitants. L'initiative permet d'améliorer les conditions de travail et l'accueil du public par un

renforcement des moyens humains et techniques de la police municipale. Aussi, l'action a renforcé la coordination entre les partenaires, amélioré la tranquillité publique et les relations avec la population.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville

L'ensemble des Mottois, et particulièrement les personnes victimes de violences et d'atteintes aux biens et les personnes âgées dans les secteurs isolés.



Activités

- » La CSPI permet la coopération entre la Police municipale, la Caisse centrale d'activités sociales (CCAS) afin d'offrir une assistance aux victimes et un accompagnement adapté.
- » Le centre opérationnel, où a lieu l'accueil du public, l'aide aux démarches et le dépôt de mains courantes, a été déplacé pour protéger la confidentialité des plaignants
- » Une attention est accordée à la prévention auprès des jeunes et au mieux vivre ensemble. Par exemple, lors de rencontres sur des lieux de rassemblement, les policiers sont encouragés à échanger avec eux. Également, les policiers accueillent des stagiaires collégiens pour la découverte de leur métier.
- » La cellule a rendu possible une présence plus importante de la police et sur différents créneaux horaires permettant d'assurer la sécurité des Mottois et de coordonner des actions avec la gendarmerie pour une meilleure efficacité des forces de l'ordre sur le terrain.

Contact Alain Lux, chef de service Police municipale ; cdsp.lux10@outlook.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury félicite la démarche de la police municipale de la Motte pour améliorer la tranquillité publique et la qualité du service public rendu aux citoyens. Le jury se réjouit de l'adaptation des services pour offrir une meilleure prise en charge des publics vulnérables.



Association Raid Aventure

Prox' Aventure



Objectifs En janvier 2015, l'association Raid Aventure met en oeuvre le projet Prox' aventure qui se donne pour mission de pacifier les relations entre les représentants des forces de l'ordre et les jeunes, et de valoriser la citoyenneté et les valeurs républicaines. L'objectif est d'intervenir au cœur des quartiers prioritaires, où des policiers bénévoles expliquent leurs missions, leurs méthodes d'intervention pour en faciliter la bonne perception sous la forme d'une rencontre sportive. Les acteurs locaux (police municipale, représentants de la municipalité et de la vie associative) sont invités à participer.

L'ancrage de chaque intervention dans la réalité locale permet à l'action de s'adapter aux problématiques spécifiques. Les autorités locales formulent des retours très positifs après les rencontres (création de lien, meilleure perception mutuelle, amélioration des relations...).

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville
- Zone de sécurité prioritaire
- Quartier de reconquête républicaine

L'action s'adresse principalement aux jeunes entre 8 et 20 ans habitant dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Activités

- » Pour faire connaître son action, l'association a réalisé une plaquette de présentation et un site internet. Le projet est présenté aux villes et aux partenaires lors de rendez-vous. Un devis est réalisé, selon les activités que la municipalité souhaite mettre en place, puis une convention est signée.
- » Lorsque l'action est validée, les intervenants locaux sont contactés : commissariat ou gendarmerie locale, sûreté ferroviaire, tous représentants de la sécurité, pour les associer à l'action. Le but est de faire participer des effectifs locaux, susceptibles de côtoyer les jeunes du quartier.
- » Le Prox effectue un repérage sur le terrain et met en place une équipe de bénévoles pour installer les structures et animer les différents ateliers, en coordination avec les intervenants locaux.
- » Une enquête post-action est menée par le biais d'un questionnaire de satisfaction. Le Prox transmet également des chiffres de participation à la municipalité.

Contact Christian Chea, responsable de Prox' Aventure ; christian.chea@proxaventure.org

>>>> Le mot du jury

Le jury souhaite mettre en lumière le caractère didactique du dispositif Prox' Aventure. Le jury salue la pérennité du dispositif et sa dissémination sur le territoire français.



Ville de Saint-Nazaire

Challenge rapprochement Jeunes Police



Objectifs Créée en novembre 2015, suite à quelques évènements de rébellion vis-à-vis des représentants des forces de l'ordre, les services municipaux de Saint-Nazaire et le commissariat de police nationale organisent une journée de rencontre annuelle entre les jeunes et les représentants des forces de sécurité. Cette rencontre, mêlant épreuves sportives et activités de prévention, vise à créer un véritable rapport de confiance entre les adolescents et les professionnels (policiers nationaux ou municipaux, des pompiers, des médiateurs...).

Ce rendez-vous a été l'occasion de créer un lien durable avec les jeunes participants, et notamment de désamorcer un conflit sur le quartier Kerlédé. Aussi, l'initiative a permis à deux jeunes de réaliser des stages de découverte de métier avec les sapeurs-pompiers après la rencontre.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville

L'action vise les élèves de 4ème et 3ème de trois collèges classés quartiers prioritaires de la politique de la ville, les jeunes Nazairiens des IME et des ITEP, et les décrocheurs scolaires de 14 à 17 ans.

Activités

- » En amont de l'évènement, les médiateurs visitent chaque collège afin d'y constituer une à deux équipes mixtes de quatre élèves de 4ème ou de 3ème.
- » Ensuite, une rencontre est organisée avec le futur coach (policiers nationaux ou municipaux, des pompiers, des médiateurs...) dans l'optique d'une première prise de contact, pour qu'il puisse présenter son métier et expliquer le déroulement du challenge.
- » Le jour du challenge, les équipes sont accueillies puis les différents ateliers se mettent en place. Ils durent entre vingt et trente minutes, comprennent deux épreuves sportives et huit stands de prévention ; sur la prévention routière et des conduites addictives, le secourisme, la place de la loi pour les 13-18 ans, etc.
- » En fin d'après-midi les prix sont remis par les représentants des institutions.

Contact Eric Delval, responsable du service Médiation Prévention de la Délinquance ; delvale@mairie-saintnazaire.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury salue la pérennité de cette action qui se renouvelle chaque année et facilite son institutionnalisation et l'interconnaissance des participants. Le jury apprécie la diversité des partenaires associés et investis.



Ville de Vernouillet (Eure-et-Loir)

Maison de sécurité du quotidien



Objectifs Les services de la Ville de Vernouillet ont mis en place en février 2019 une Maison de Sécurité du Quotidien (MSQ), afin de répondre à des problèmes récurrents qui peuvent occasionner des tensions, surtout dans les quartiers prioritaires. Ce lieu privilégie la prévention, la médiation et l'écoute grâce à son fonctionnement partenarial qui permet d'agir rapidement et collectivement face aux situations rencontrées.

La MSQ regroupe différents acteurs tels que le délégué police-population, une association d'aide aux victimes, un agent du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation, un médiateur

communal, et un bailleur social. La MSQ constate la hausse de sa fréquentation, l'amélioration des relations entre les habitants et la police, et une diminution des conflits entre les habitants et les gardiens d'immeubles.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville
- Quartier de reconquête républicaine

L'action vise les Vernolitaïns, en particulier les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.



Activités

- » Après le partage des constats avec l'ensemble des partenaires, les acteurs de la MSQ ont élaboré une démarche commune autour d'objectifs partagés. Ils ont élaboré un protocole de pratiques et mis en place une stratégie commune plaçant l'usager au cœur de la réflexion.
- » La police nationale, à travers le délégué Police-Population, a pour mission principale de recueillir les doléances des habitants et de les orienter vers les services adaptés. Il reçoit également les victimes venant déposer plainte et peut être amené à conduire des médiations entre la victime et l'auteur.
- » L'association France Victime 28 accompagne les victimes dans leurs démarches juridiques et judiciaires, et informe toutes les personnes qui s'estiment victimes d'une infraction.
- » Le représentant du SPIP assure le suivi des personnes placées sous main de justice en lien avec d'autres partenaires.
- » Le chargé de clientèle du bailleur traite et relaye les informations auprès des locataires et met en œuvre des outils de prévention et de traitement des troubles de voisinage.

Contact Moncef Magri, directeur de la Politique de la ville, Citoyenneté, Éducation, Prévention, Sécurité, Sport ; moncef.magri@vernouillet28.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury considère que la plateforme multiservices et partenariale de la Maison de Sécurité du Quotidien est une approche pertinente. Le jury encourage cette initiative pensée autour du citoyen qui privilégie la prévention, la médiation et l'écoute.





CO-CONSTRUCTION DES POLITIQUES DE SÉCURITÉ AVEC LES CITOYENS

LE MOT DU FORUM

La participation des habitants est jugée indispensable par le FFSU dans l'esprit d'une co-construction de la sécurité. Directement concernés par les politiques publiques mises en oeuvre et fins connaisseurs des réalités de leurs territoires, les citoyens doivent être des acteurs à part entière des stratégies locales de sécurité. Cette co-construction est de plus en plus investie dans les discours, des expériences positives existent dans certaines collectivités et des dispositifs tels que la participation citoyenne portée par les forces de sécurité de l'État se développent.

Cette participation pourrait être renforcée pour passer de la consultation, à laquelle elle est souvent réduite, à une véritable coproduction impliquant les citoyens de la conception à l'évaluation des politiques publiques, en passant par leur mise en oeuvre. De même, il est essentiel pour les pouvoirs publics de développer une démarche ambitieuse et proactive d'aller-vers afin de s'assurer de la représentativité des personnes impliquées et de la participation des publics les plus marginalisés et éloignés des institutions.

Les actions présentées ci-après illustrent la diversité des formes que peut prendre la co-production avec les habitants. Elles confirment l'intérêt de favoriser l'expression des besoins et l'implication directe des personnes concernées et publics à toucher. Elles prouvent également qu'il est possible de travailler avec les citoyens sur des sujets aussi complexes que le monde carcéral ou les rixes entre jeunes.

Nous adressons des remerciements particuliers aux membres du jury réunis en juin 2020 à nos côtés :

- » **Alexandra Siarri**, Adjointe au maire de Bordeaux, chargée de la Ville de demain, cohésion sociale et territoriale et trésorière du FFSU
- » **Khalid Ida-Ali**, Président de l'Inter-réseaux des professionnels du Développement Social Urbain (IRDSU)



INTERVIEW AVEC LE LAURÉAT

>>>> Léa Grujon, Directrice, Association Possible



En quoi s'investir en faveur de la coproduction des politiques de sécurité avec les citoyens est-il prioritaire pour vous aujourd'hui ?

Notre système pénal et carcéral est à bout de souffle (surpopulation carcérale, jusqu'à 63% de récidive). Alors qu'ils constituent des éléments essentiels de notre démocratie et de notre vivre ensemble, la justice et le système carcéral sont mal connus des citoyens, suscitent méfiance et peinent à mobiliser. En effet d'après l'IFOP, 1 Français sur 2 déclarait en 2019 ne pas avoir pas confiance dans la Justice et, en 2018, les jeunes étaient 2 fois plus méfiants vis-à-vis de l'institution pénitentiaire. Il nous paraît donc urgent de redonner du pouvoir d'agir aux citoyens sur ce sujet de société : d'une part pour une prévention de la délinquance et de la récidive, qui soit à la fois humaine et efficace et, d'autre part, pour une justice pénale de proximité avec les personnes condamnées, les territoires et la population.

Quels conseils donneriez-vous pour mettre en œuvre une action similaire à la vôtre ?

Le sujet pénal et carcéral est tabou et difficile d'accès. L'un des freins vient du fait que la prison reste un milieu opaque et que les individus intéressés se sentent souvent illégitimes, démunis ou isolés. Il y a donc un fort enjeu de sensibilisation pour déconstruire les idées reçues et informer sur les possibilités d'action. L'éducation populaire regorge de ressources pour y parvenir (chez Possible, par exemple, plus de 20 formats différents ont été créés, de l'Apéro-justice au Jeu de l'oie carcéral). Nous prêtons en outre une attention particulière à conclure nos interventions par une note positive en valorisant les solutions mises en place et les possibilités d'engagement.

Du point de vue de la mise en place, la sensibilisation nécessite adaptation, des compétences pédagogiques et d'animation. Par manque de temps et de moyens, elle est donc souvent développée de façon annexe par les structures. Nous avons pris le parti d'en faire notre cœur de métier et de proposer kits et formations pour mettre à disposition d'autres structures notre expérience, nos outils et notre réseau d'intervenants.



En quoi postuler au PPD était-il important pour vous et que vous apporte le fait d'être lauréat ?

Souvent vu comme technique et tabou, le sujet pénal et carcéral nous paraît être un des grands oubliés de notre société avec des conséquences sociales, sanitaires, démocratiques et économiques néfastes. En sélectionnant notre association vous contribuez selon nous à le rendre visible. Vous permettez en outre de montrer qu'il est possible de comprendre et d'agir dans ce secteur en y associant optimisme, ambition et innovation.

Nous espérons que cette mise en visibilité contribuera à créer un appel d'air sur ce sujet et favorisera le développement de partenariats !



Quelles sont les perspectives de développement de votre action ?

Concernant l'axe sensibilisation, après avoir expérimenté nos actions sur la Métropole de Lyon, nous avons amorcé leur déploiement national en créant des kits pédagogiques et formations pour tout citoyen ou structure souhaitant dupliquer ces formats sur son territoire. Nous avons ainsi déjà accompagné une association à organiser 2 «Apéros-justice» à Marseille et venons de former 3 personnes (dont une personne anciennement détenue) en vue de l'organisation de ces formats à Brest et Orange.

Notre objectif : animer depuis Lyon - notre territoire d'expérimentation et d'innovation - une communauté nationale pour démultiplier notre impact.

« Le sujet pénal et carcéral est tabou et difficile d'accès. L'un des freins vient du fait que la prison reste un milieu opaque et que les individus intéressés se sentent souvent illégitimes, démunis ou isolés. »



Association Possible – Justice et société



Objectifs Face à la situation dégradée des conditions de détention en France, l'association Possible oeuvre depuis 2016 pour faire découvrir aux citoyens le fonctionnement du système pénal et les accompagner afin qu'ils s'impliquent pour la réinsertion des personnes condamnées afin de prévenir la récidive et la délinquance.

Les actions sont développées et animées par l'équipe de Possible en partenariat avec les services de la justice, les acteurs associatifs oeuvrant dans ce domaine et les acteurs de la politique de la ville. Le but est de recréer du lien entre

les personnes condamnées et la société, de favoriser la mixité et la confiance, d'informer et de déconstruire les idées reçues sur le système pénal et carcéral ainsi que sur les personnes condamnées.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville • Zone de sécurité prioritaire • Quartier de reconquête républicaine

L'association s'adresse aux citoyens, aux personnes condamnées et aux services de la justice.



Activités

En moyenne deux fois par mois, l'association organise des événements adaptés à différents publics.

- » Pour le grand public, l'association organise des rencontres citoyennes, des balades urbaines et débats sur le thème de la justice et de la prison. Par exemple, l'action "rdv au tribunal" permet aux participants d'observer le déroulement d'un procès.
- » Au sein des entreprises, l'association privilégie des actions de prévention des discriminations pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes condamnées à travers des petits-déjeuners débats ou des jeux d'évasions.
- » Enfin, l'association propose des ateliers ludiques pour les jeunes dans le but de forger une conscience citoyenne, découvrir le système judiciaire à travers des jeux interactifs et prévenir la délinquance.

Contact Léa Grujon, Directrice de l'association ; lea.grujon@association-possible.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury apprécie particulièrement le caractère innovant des actions et la capacité à aller vers les publics concernés. Il souhaite également récompenser une association investie sur le sujet souvent tabou et délaissé qu'est la privation de liberté, et plus généralement la récidive, problématiques pourtant fondamentales pour notre société.



Ville d'Amiens – Charte de la vie nocturne



Objectifs Afin de répondre aux problématiques liées à la vie nocturne et de prévenir les comportements délictueux, la ville d'Amiens a mis en place depuis fin 2014 une Charte de la vie nocturne dans le quartier Saint-Lieu. La charte vise à responsabiliser les citoyens et à les sensibiliser aux conduites à risques, au respect de la tranquillité publique et de la propreté urbaine, avec le concours des services de la commune, services de la police, de la préfecture, des commerçants et associations. Elle s'inscrit donc dans une volonté de mise en réseau des acteurs publics et des citoyens. L'action a par ailleurs permis

à la municipalité d'améliorer et de renforcer ses collaborations avec les services de l'État et les étudiants.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

L'action s'adresse aux commerçants (bars-café, boîtes de nuit), usagers noctambules, à la population estudiantine, et aux riverains du quartier Saint-Lieu.



Activités

- » La ville a créé un comité de pilotage de la vie nocturne mensuel réunissant tous les signataires de la charte. Ce comité construit et conduit le plan de gestion de la vie nocturne comprenant plusieurs volets d'actions.
- » Les signataires de la charte s'engagent à participer aux campagnes de sensibilisation et d'information sur les conduites à risques et à mettre en oeuvre des actions de prévention sur la consommation excessive d'alcool.
- » Parmi les activités réalisées, les services de la ville ont organisé des rencontres avec des étudiants et des médiateurs et ainsi permis la création de logos apposés sur les vitrines des commerçants pour sensibiliser à la consommation excessive d'alcool.

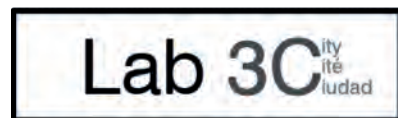
Contact Anna Grabowicz, Chef de Service Prévention-Médiation
a.grabowicz@amiens-metropole.com

>>>> Le mot du jury

Le jury salue la volonté de mettre en oeuvre une politique de la vie nocturne transversale intégrant les enjeux de sécurité ainsi que la diversité des actions associant les publics à risques ou concernés par les nuisances.



City-Cité-Ciudad – (in)tangible – La peur dans la ville



Objectifs Il s'agit d'une exposition photographique utilisée comme outil de participation citoyenne afin de mettre en lumière les différentes préoccupations des citoyens sur l'insécurité. Le projet d'exposition a été lancé en mai 2018 à la suite d'un projet de recherche scientifique qui a permis de faire émerger des retours très divers et parfois contrastés sur les problèmes liés au sentiment d'insécurité dans les pratiques quotidiennes. L'exposition a pour but de montrer les disparités et les similitudes de perception de la peur et de l'insécurité selon le contexte de genre et de l'âge, questionner la place des

personnes vulnérables dans la ville et l'environnement urbain pour enfin changer le regard que les individus portent sur autrui.

Bénéficiaires

L'action vise le grand public, les professionnels de l'aménagement urbain (nationaux et internationaux), les photographes, les étudiants et les chercheurs de l'Université Sorbonne-Paris-Cité.



Activités

Les photographies ont été exposées dans le cadre du Festival des Idées Paris 2018 suite à un appel à participation lancé sur les réseaux sociaux et les sites des partenaires.

- » Dans un premier temps, les participants soumettent une photo légendée décrivant leur interprétation de l'insécurité en se référant à des questions sur la peur, l'espace public, l'expérience d'usager de la conception urbaine et sur la manifestation de l'insécurité dans l'environnement urbain.
- » Les contributions ont ensuite été analysées avec des spécialistes du traitement des données qui ont permis de relever les différentes perceptions de l'insécurité liées aux enjeux du genre.
- » L'événement comprenait une conférence-débat où les résultats étaient présentés.



Contact Edna Peza-Ramirez, Chercheuse, responsable du projet ; edna.peza@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury reconnaît l'importance de travailler sur le sentiment d'insécurité et de laisser s'exprimer les perceptions des citoyens. Le jury espère que cette réalisation sera mobilisée par les collectivités locales puisqu'elle a une réelle fonction de production d'intelligence territoriale.



Ville d'Issy-les-Moulineaux

Groupes de résidents référents, des citoyens co-acteurs de la prévention-sécurité



Objectifs La ville d'Issy-les-Moulineaux a pour objectif d'améliorer les relations entre les habitants et les acteurs de la prévention-sécurité et la Police nationale afin que chaque citoyen prenne conscience de son rôle dans la tranquillité et la sécurité publique. Pour cela, dans le cadre d'une démarche partenariale et opérationnelle, la ville anime depuis 2012 des groupes de résidents référents afin que chaque citoyen soit acteur de sa sécurité et de celle d'autrui.

Ce dispositif permet aux institutionnels comme aux administrés de mutualiser les expériences et bonnes pratiques de chacun.

Bénéficiaires

L'action vise tous les résidents d'un secteur ou d'un quartier au sein duquel des problématiques ont été identifiées : 7 groupes sont actuellement en place.



Activités

- » Au préalable, le service prévention-sécurité de la ville analyse la pertinence ou non de créer un groupe de résidents référents sur un secteur déterminé. Le diagnostic est établi sur la base des requêtes formulées par les résidents et par les signalements des problématiques constatées.
- » Une réunion publique est organisée en présence de l' élu, des services de la ville concernés et du Commissaire de police pour analyser les problèmes signalés.
- » Le fonctionnement du groupe de résidents référents est déterminé par les acteurs publics.
- » Des réunions de suivi sont organisées une fois par trimestre en présence du Commissaire de Police et des différents partenaires impliqués. Chaque sujet amené en amont par les résidents est abordé, une réponse précise est apportée par l'acteur compétent.

Contact Cécile Arches, Directrice Prévention-Sécurité ; cecile.arches@ville-issy.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury apprécie la structuration de ce dispositif de co-production avec les citoyens et les partenaires des politiques de sécurité. Il note notamment la contribution active de la police nationale. Il souligne également l'intérêt de partager le diagnostic avec les habitants pour la production de ressources communes.



Police municipale du Lamentin

Moi, élève Passager dans un Bus Scolaire



Objectifs La Police Municipale, conformément à ses missions dans le cadre de la lutte contre la délinquance, mène des actions de prévention en milieu scolaire. Depuis janvier 2020, la police municipale du Lamentin implique les jeunes écoliers de la ville dans la réalisation et la conception d'un vidéoclip sur le thème de la sécurité routière.

Cette initiative fait suite à des comportements à risques des jeunes passagers observés dans le bus. Elle tente de sensibiliser ce jeune public aux risques encourus quant à la négligence des règles en vigueur dans un bus scolaire.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville
- Zone de sécurité prioritaire

L'action vise les élèves de quatre classes de CM1 et CM2 de l'école primaire de Croix Rivail en premier lieu. La sélection de l'école a été effectuée sur la base des données sur la fréquentation des bus par les élèves. Le vidéoclip se destine plus largement à tous les établissements scolaires (primaires, collèges et lycées) du Lamentin et du département (La Martinique).



Activités

- » L'action dure 30 minutes et traite des conduites à adopter dans un bus scolaire, aux stations, à la descente du bus en signalant les actes à ne pas commettre. Ces actions ont servi de support à la création et l'écriture des scènes du vidéoclip.
- » Un comité de pilotage composé d'agents de la police municipale, de la sécurité routière, d'une représentante de l'Education nationale a validé le scénario.
- » Enfin, la réalisation du vidéoclip est confiée à un prestataire privé avec le concours de l'équipe pédagogique, les élèves, la délégation sécurité routière et la police nationale et municipale.

Contact Guylène Lucea, Brigadière-chef de police municipale ; glucea@mairie-lamentin.fr
Karine Mavinga, Brigadière-chef de police municipale ; kmavinga@mairie-lamentin.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury a apprécié l'investissement de la police municipale dans des actions de proximité et pédagogiques, pour la sécurité dans les transports ainsi que la volonté d'inclure un public aussi jeune dans cette réalisation.



Ville de Montreuil

Création d'un sonomètre



Objectifs Le sonomètre est mis en place en février 2019 afin de répondre aux problèmes de nuisances générées par la présence de jeunes regroupés en face de leur copropriété. Ces jeunes ne s'engageant pas dans des pratiques délictueuses, les services de la ville ont fait le choix de solutions préventives plutôt que des aménagements dissuasifs et sécuritaires souhaités dans un premier temps par les habitants du quartier.

Le but est de sensibiliser et responsabiliser les jeunes aux nuisances, de les faire participer à la vie du quartier pour une meilleure appropriation des lieux et de changer l'image

des jeunes en favorisant la médiation et le dialogue avec les riverains. Ce projet a reçu l'aval des riverains, des acteurs locaux participant au groupe de travail "climat social", de l'élue en charge de la tranquillité publique.

Bénéficiaires

- Géographie prioritaire de la politique de la ville

L'action s'est adressée aux habitants du quartier et plus précisément à trois jeunes montreuillois de 18 à 25 ans sans diplôme et sans emploi à l'origine des nuisances.

Activités

- » Préalablement à la mise en œuvre du projet, la municipalité a organisé une réunion de concertation entre les habitants et les jeunes afin de définir les règles d'application du sonomètre.
- » Une journée a été consacrée à déterminer le lieu approprié pour l'installation des capteurs du sonomètre.
- » Ensuite, dans le cadre d'une démarche de formation-action, trois jeunes identifiés par la médiation et le service jeunesse de la ville, à l'origine des nuisances ont participé au chantier éducatif de construction du sonomètre.
- » Les jeunes, dans le cadre du chantier éducatif ont bénéficié d'un accompagnement par un encadrement socio-éducatif.

Contact Muriel Capet ; Coordinatrice CLSPD ; muriel.capet@montreuil.fr.

>>>> Le mot du jury

Le jury apprécie ce dispositif mis en œuvre par les citoyens qui se réapproprient collectivement l'espace public. La Ville a été à l'écoute des habitants qui participent à la production d'une solution partagée, impliquant les protagonistes directement concernés pour la fabrique d'un consensus.



Ville de Saint-Denis (93)

Action partenariale et transversale sur les violences entre jeunes dans l'espace public



Objectifs Confrontée à des tensions importantes entre les jeunes de différents quartiers et aux problèmes de rixes de plus en plus violents et récurrents, la commune de Saint-Denis a mis en place un groupe de travail pluridisciplinaire en 2018 pour faire face à ce problème. Le pilotage est effectué par le CLSPD auquel tous les acteurs institutionnels sont associés. L'objectif de cette initiative est de constituer un réseau de travail partenarial permettant d'associer des acteurs d'horizons différents, mais engagés sur ces problématiques de violences. A travers les parents, il s'agit également de constituer un réseau de parents ressources pour l'ensemble des quartiers de la ville.

- Bénéficiaires**
- Géographie prioritaire de la politique de la ville
 - Zone de sécurité prioritaire
 - Quartier de reconquête républicaine

Cette action concerne l'ensemble des quartiers de Saint-Denis.

Activités

- » Au sein du groupe de travail violences, trois sous-groupes sont constitués et répondent à des enjeux spécifiques.
- » Chaque sous-groupe de travail a une méthode de travail prédéfinie : élaborer un constat ; déterminer un public cible ; proposer des actions ; mobiliser les partenaires nécessaires ; élaborer un calendrier de réalisation ; proposer un chef de file pour chaque action.

Un tableau recense les actions dans les différents quartiers. Il est mis à disposition des acteurs facilitant l'échange d'informations.

- » Parmi les initiatives mises en œuvre : des échanges entre parents et leur accompagnement notamment pour prévenir les rixes, des formations de prévention et des séminaires pour prendre de recul sur diverses problématiques et comprendre la violence, sur les actions et les pratiques.

Contact Catherine Bédouret, Coordinatrice CLSPD ; catherine.bedouret@ville-saint-denis.fr

>>>> Le mot du jury



Le jury souhaite souligner la démarche partenariale essentielle dans la mise en œuvre d'actions sur l'enjeu des rixes. Le jury estime que ces actions sont prometteuses en termes de coproduction et d'ingénierie.





PRÉVENTION DES VIOLENCES DISCRIMINATOIRES

LE MOT DU FORUM

Afin de renforcer la cohésion sociale, il semble indispensable aux élus du FFSU de prioriser une forme de violence qui leur paraît trop peu prise en compte aujourd'hui alors qu'elle a un impact considérable : les violences discriminatoires (homophobie, antisémitisme, racisme, ...). En effet, ces violences touchent non seulement l'individu visé mais ont également un impact plus large sur l'ensemble de la communauté objet de la discrimination, ainsi fragilisée. Elles ont alors un double impact, direct sur la victime et indirect sur l'ensemble d'une communauté et mettent ainsi en danger la cohésion sociale.

Si pour certaines de ces violences il peut être nécessaire de renforcer l'arsenal juridique, ou a minima de le rendre plus facilement applicable, il semble également essentiel de s'attaquer aux racines de ces violences et de renforcer la prévention afin d'obtenir des effets sur le long terme.

Les actions présentées ci-après illustrent la diversité des formes de violences discriminatoires. La majorité de ces actions ont été développées pour répondre à des besoins habituellement peu identifiés et quantifiés. Les remontées de terrain des porteurs de ces projets mettent en lumière l'ampleur et les caractéristiques de ces problématiques, permettant ainsi d'y répondre au plus près des besoins des populations touchées et des publics auteurs de violences.

Nous adressons des remerciements particuliers aux membres du jury réunis en juin 2020 à nos côtés :

- » **Julie Escudier**, Vice-Présidente de Toulouse Métropole et membre du Comité exécutif du FFSU
- » **Cindy Léoni**, Secrétaire générale de la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH)
- » **Elise Marsicano**, Maîtresse de conférence à l'Université de Strasbourg



INTERVIEW AVEC LE LAURÉAT



>>>> Eva Grécale, Coordinatrice, Espace Les Monis

En quoi s'investir pour la prévention des violences discriminatoires est-il prioritaire pour vous aujourd'hui ?

C'est une priorité car cela participe au mieux vivre ensemble tant souhaité dans notre pays et à notre échelle dans notre ville et notre quartier. De plus notre public est directement concerné, il en devient donc un devoir pour nous de s'investir. C'est également une problématique mal connue et mal identifiée, le fait d'avoir des liens privilégiés avec ces habitantes nous permet d'apporter une plus-value dans l'évolution de la situation.

Quels conseils donneriez-vous pour mettre en œuvre une action similaire à la vôtre ?

Être à l'écoute, comprendre, prendre le temps de partager et proposer sans jamais forcer. Avoir toujours une attitude bienveillante et rassurante. Prendre en considération les dispositions et les freins de chacun. S'engager à hauteur de ses compétences et ses possibilités. Inclure et travailler en partenariat avec les instances et associations locales.

« Le fait d'avoir des liens privilégiés avec ces habitantes nous permet d'apporter une plus-value dans l'évolution de la situation. »

En quoi postuler au PPD était-il important pour vous et que vous apporte le fait d'être lauréat ?

Il était important pour nous de faire connaître cette problématique à grande échelle et de partager des solutions potentiellement transposables à d'autres violences similaires. Le fait d'être lauréat, nous encourage dans notre action et cette reconnaissance nous apportera également un certain crédit non négligeable pour élargir notre champ d'intervention, développer notre action et obtenir des financements allant dans ce sens.

Quelles sont les perspectives de développement de votre action ?

Proposer plus de temps de rencontre, d'échange et d'interaction entre les femmes et les jeunes notamment dans le milieu scolaire pour faire tomber les barrières et les préjugés. Mener une campagne d'affichage en lien avec le CLSPD de la ville de Vitry-sur-Seine interpellant les habitants, luttant contre les stéréotypes et dénonçant la situation.

Mais dans un premier temps, nous avons un travail de rapprochement à effectuer avec ces femmes car la crise sanitaire actuelle a accentué l'isolement de certaines : entre communauté montrée du doigt et peur de la maladie beaucoup préfèrent depuis mars rester en retrait et à l'écart.



Association Espace Les Monis

Formations des personnels de la prévention et l'éducation



Objectifs Depuis juin 2018, l'Association Espace Les Monis se mobilise pour un public féminin d'origine asiatique victime d'agressions et de vols dans le quartier. Il s'agit de lutter contre les violences, de prévenir les agressions discriminatoires et de permettre aux victimes de s'approprier l'espace public ainsi que de reprendre confiance en soi et de se protéger en cas d'agression. Elle mène ainsi des actions de prévention et de sensibilisation en partenariat avec la Mairie de Vitry-sur-Seine.

La mobilisation de l'association lui permet notamment de siéger au CLSPD et ainsi de mesurer davantage le sentiment d'insécurité existant dans le quartier et de coordonner ses actions avec les autres acteurs locaux. Ses interventions, menées en collaboration avec les agents de la police nationale et municipale et les autres habitants du quartier ont conduit à une baisse des agressions sur le secteur.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Les publics ciblés sont les femmes et les adolescents du quartier politique de la ville de Vitry-sur-Seine.



Activités

Les actions menées sont complémentaires aux actions de sensibilisation menées par la police municipale et nationale. Elles sont les suivantes :

- » Animation d'un atelier de "matches d'impro" au sein du quartier par une compagnie théâtrale La fabrique de Kairos, pour faire tomber les préjugés, travailler la confiance des participantes et promouvoir les attitudes afin de se protéger contre les risques d'agression.
- » Accompagnement des femmes par une conseillère en économie sociale et familiale (CESF) dans les démarches quotidiennes relatives aux démarches bancaires et dépôts de plainte.
- » Construction d'un climat de confiance dans le quartier pour les victimes avec l'aide des adolescents membres de l'association et afin de leur fournir une assistance lors des sorties et des démarches quotidiennes.
- » Conduite d'un atelier d'autodéfense animé par un jeune boxeur issu du quartier pour gagner en confiance et avoir les bons gestes pour se défendre.

Contact Eva Grécale, Coordinatrice ; asso@espacelesmonis.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury soutient les activités proposées par l'Espace Les Monis qui forgent le lien social intercommunautaire et intergénérationnel. Ces actions, basées sur un diagnostic, prennent en charge globalement les bénéficiaires à la croisée des enjeux de violence, de discriminations, de racisme et d'égalité femmes-hommes.



Association Clin d'œil LGBTQI+

Apéritifs mensuels



Objectifs L'Association Clin D'Oeil LGBTQI+ organise depuis novembre 2018 des apéritifs mensuels dans le but de réunir les personnes s'identifiant comme LGBTQI+ et leurs soutiens afin d'échanger sur la communauté LGBTQI+ et ainsi rompre leur isolement à travers des rencontres et des activités. L'association organise ces événements à Nogent-sur-Oise et à Compiègne, noyau dur de la Manif pour tous. Cette initiative a permis de leur conférer une reconnaissance et un sentiment d'appartenance sociale dans un territoire où de tels lieux communautaires manquent.

Bénéficiaires

L'association vise les personnes membres et non membres de l'association LGBTQI+ et ne s'identifiant pas comme telles mais ralliées et ouvertes aux valeurs, principalement originaires de la commune de Compiègne.



Activités

- » Les apéritifs mensuels se déroulent en semaine de 19h30 à 22h au sein de bars du de l'Oise ou au domicile des membres du bureau de l'association.
- » Chaque apéritif est introduit par un discours de bienvenue rappelant les valeurs de bienveillance et de respect des différences. Suivant les problématiques soulevées par l'actualité sur la communauté LGBTQI+, les échanges et les activités peuvent être thématiques.
- » D'autres activités sont proposées comme des lectures, des blinds-tests, des ateliers, des expositions de photos.
- » Un membre du bureau présente les actions à venir et encourage les participants à se porter volontaires pour contribuer aux actions menées par l'association

Contact Olivier Franqueville, Président de l'association Clin D'Oeil LGBTQI+
assolgbtqi.clindoeil.oise@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury reconnaît la pertinence de ce projet naissant sur un territoire où travailler sur les discriminations LGBTQI+ peut être complexe. Le jury apprécie le format de l'action créant un contexte convivial pour échanger et un soutien par les pairs.



Association DANS LE GENRE ÉGALES

Stages d'accompagnement, de responsabilisation et de prévention des comportements à risque à destination des auteurs de violences conjugales



Objectifs Dans le cadre de l'article 50 de la loi du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, l'association s'est vue confier à partir de 2020 la mission d'organiser des stages de responsabilisation des auteurs de violences conjugales, identifiés et convoqués par leur Conseiller Pénitentiaire d'Insertion et de Probation. Ce projet vise à libérer la parole sur les violences faites aux femmes et à faire réaliser aux auteurs la gravité et les conséquences de leurs actes dans le but de prévenir la récidive.

Ce stage a par ailleurs reçu un accueil positif de la part des participants qui ont pris véritablement conscience de leurs comportements violents et des conséquences juridiques et familiales.

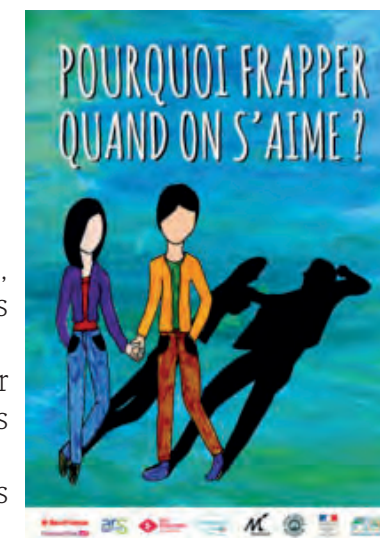
Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Ces stages s'adressent à des hommes condamnés pour violences conjugales.

Activités

L'association met en place neuf ateliers qui se déroulent sur quatre jours, réunissent 10 participants et sont animés par des professionnels œuvrant dans différents champs :

- » Une psychologue intervient auprès des auteurs qui prennent la parole à tour de rôle et racontent leur histoire. Elle aborde ensuite les différentes formes de violences exercées et leur cycle de perpétuation.
- » Une magistrate replace les violences conjugales dans le cadre des inégalités femmes-hommes et précise leurs conséquences juridiques.
- » La médecin légiste énonce les impacts physiques et psychiques des violences sur les victimes et les ITT qui en découlent.
- » Le sociologue anime un temps de réflexion sur la construction du genre et de la violence et met en place des activités permettant de déceler les frustrations génératrices de violence afin de tendre vers une communication non violente.
- » L'Association Nationale de Prévention en Alcoologie et Addictologie établit le lien entre la consommation de substances et les comportements violents.
- » Enfin, l'art thérapeute aide les auteurs à s'exprimer autrement que par le langage et leur permet de prendre soin d'eux.



Contact Aline Laplace, Directrice de l'association ; direction@danslegenreegales.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury salue l'investissement de l'association dans ce domaine et souligne particulièrement la nécessité de travailler avec les auteurs de violences intrafamiliales d'autant plus que le sujet manque de reconnaissance politique et académique.



Association Femmes pour le dire, femmes pour agir

Écoute violences femmes handicapées - 01.40.47.06.06



Objectifs La plateforme d'écoute, d'orientation et d'accompagnement social, juridique et psychologique est lancée en mars 2015. Ce dispositif fait suite au recueil de nombreux témoignages de femmes handicapées ayant déclaré avoir été victimes de violences et maltraitements lors d'un colloque destiné aux violences envers les femmes.

La plateforme cherche à écouter les victimes, les orienter, les accompagner pour sortir de la spirale des violences et les soutenir vers le retour à l'emploi et l'autonomie. A travers ses actions, l'association a pu constater d'une année sur l'autre une progression du nombre d'appels et de signalements.

Bénéficiaires

La plateforme s'adresse aux femmes en situation de handicap victimes de violences et de maltraitements, leurs proches (famille, aidants) et les associations œuvrant dans les champs du handicap et des droits des femmes.



Activités

- » L'association apporte son expertise dans des groupes de travail sur les violences faites aux femmes autant au plan local que national.
- » Auprès des professionnels du monde associatif, de la police et du milieu sanitaire et social, l'association mène des actions de sensibilisation et d'information.
- » Des permanences d'écoute sont tenues deux fois par semaine par des bénévoles formées aux enjeux des violences envers les femmes en situation de handicap.
- » Un accompagnement juridique est animé par une avocate ; un accompagnement social est animé par une assistante de service social et une médiatrice ; et enfin un accompagnement psychologique est animé par une psychologue clinicienne.
- » L'association apporte de l'aide dans les démarches administratives, un accompagnement pour une réinsertion professionnelle et anime des ateliers de reconstruction de l'estime de soi physique et sociale.

Contact Isabelle Dumont, Chargée de mission communication & développement associatif;
isabelle.dumont@fdfa.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury a salué le travail remarquable de sensibilisation et d'accompagnement auprès des femmes handicapées victimes de violences et de maltraitements. Cela, d'autant plus que ce public est généralement oublié des politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes et les discriminations.



Association FLAG!

Création et mission au quotidien de l'association Flag!



Objectifs L'association a été créée en septembre 2001 par des policiers, rejoints par des gendarmes, pour faire face à la relation défailante entre la police et la population ainsi que pour défendre les droits des personnes LGBT face aux actes de violence et discriminations.

L'objectif est de pallier le manque d'expertise sur le phénomène à travers des formations et la sensibilisation des agents issus des différentes forces quant au signalement des violences et discriminations LGBTphobes, leur prise en charge et l'évaluation du phénomène. Les actions menées ont reçues un

accueil positif des victimes de LGBTphobies (les agents et au sein de la population), qui s'expriment davantage sur ce sujet et se manifestent dans les brigades et commissariats.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Flag! s'adresse à tous les agents des Ministères de l'Intérieur et de la Justice et des administrations fonctionnellement rattachées dont les sapeurs-pompiers et les polices municipales, les collectivités, les associations, les victimes de LGBTphobies sur tout le territoire national, outre-mer compris.



Activités

- » L'association réalise des actions de sensibilisation à travers des formations initiales et continues en école de police et gendarmerie et au sein des ministères et écoles rattachés au Ministère de la Justice.
- » Elle accompagne des personnels victimes de LGBTphobies dans leurs services et les victimes de LGBTphobies au sein de la population dans toute la chaîne pénale.
- » Elle intervient auprès d'acteurs publics tels que les collectivités territoriales, les commissariats et les gendarmerie pour la prise en charge des victimes, prise en compte des personnels LGBT et la construction de politiques publiques de lutte contre les LGBTphobies.
- » Elle travaille en interassociatif afin de rapprocher le public LGBT des forces de sécurité.
- » Pour mesurer l'impact du phénomène de LGBTphobies, l'association met en place une application mobile qui permet le signalement anonyme des actes, de géolocaliser et orienter les victimes vers les instances pertinentes



Contact Johan Cavirot, Président de l'association Flag! ; johan.cavirot@flagasso.com

>>>> Le mot du jury

Le jury souligne le rôle de Flag! dans la mise en lumière des problématiques de violences discriminatoires au sein des forces de sécurité ainsi que la nécessité du dispositif de signalements des violences et des discriminations LGBTphobes. Le jury a estimé qu'il serait intéressant de se rapprocher des acteurs locaux pour renforcer son efficacité.



Communauté Lesneven Côte des Légendes

Harcèlement, le combattre pour agir ensemble



Objectifs Le projet lancé en septembre 2019 fait suite au constat établi par des chefs d'établissements scolaires et animateurs enfance-jeunesse de la Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL - Finistère), des situations de harcèlement qui se poursuivaient au-delà de la sphère scolaire. Ce constat également relaté par les familles et des professionnels a conduit le CISPD à mettre en œuvre une action de prévention partenariale autour de cette thématique. Les actions ont pour objectif de sensibiliser, définir et fournir des outils pour faire face au harcèlement ; mettre en réseau, repérer et comprendre

les différentes formes du harcèlement et ses conséquences et mettre en place une stratégie commune de prévention à l'échelle du territoire.

Bénéficiaires

Les professionnels enfance-jeunesse, les familles, et les enfants de 6 à 18 ans du territoire.



Activités

- » En amont de la création du projet, les acteurs éducatifs ont été sollicités pour identifier leurs attentes et co-construire ces actions avec l'aide d'un expert.
- » L'agglomération a diffusé une représentation théâtrale interactive sur le harcèlement élaboré à partir de témoignages, suivi d'un temps d'échanges avec les jeunes et les familles, d'un débat avec les comédiens.
- » Elle anime des activités de sensibilisation par des animateurs du Point information jeunesse (PIJ) et du CISPD sur le harcèlement et cyberharcèlement au sein de l'espace-jeune par le biais de techniques favorisant l'interactivité des jeunes et l'échange.
- » Elle conduit des ateliers ludiques et pédagogiques à destination des enfants dans le but de les sensibiliser au vivre-ensemble.



Contact Eléonore Hervé, Directrice du pôle services à la population, et coordinatrice CISPD ; cisped@clcl.bzh

>>>> Le mot du jury

Le jury remarque cette initiative intéressante de sensibilisation sur le harcèlement compte tenu de l'importance de la problématique, de l'étendue du public visé et de son implantation en zone rurale.



Maison des Adolescents de la Manche

Projet prévention des violences faites aux jeunes filles notamment dans les rapports amoureux, et sensibilisation des professionnels à cette question



Objectifs Constatant une absence de supports pédagogiques adaptés à un jeune public sur la prévention des violences faites aux femmes, la Maison des Adolescents de la Manche a mis en place en juillet 2018 une campagne de prévention en format vidéo.

Cette initiative permet de sensibiliser de nombreux jeunes à ces formes de violences. Elle permet également de former des professionnels au contact des jeunes aux spécificités des violences faites aux jeunes filles et leur banalisation, et proposer des outils pour créer des actions de prévention.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Les interventions se font auprès de publics variés, comme les collèges, les lycées, les missions locales, les centres de loisirs, etc., à partir de la 4ème jusqu'à 25 ans mais également auprès des équipes éducatives des lycées et sur les réseaux sociaux via des accueillants-écoutants qui sont Promeneurs du Net.



Activités

- » En amont de la création des vidéos, un groupe de travail a été mis en place avec l'association Femmes, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), ainsi que l'Education Nationale.
- » Chaque vidéo aborde un sujet différent, dans un couple hétérosexuel ou homosexuel, et questionne toutes les formes de violences et leur banalisation.
- » Le format de la vidéo est adapté au jeune public, sous forme de dessin animé, le personnage s'adresse directement au public et interroge le comportement démontré "C'est normal ? Non !".
- » La Maison des Adolescents réalise également des déplacements sur le territoire de la Manche pour présenter et échanger à propos des vidéos. A l'occasion d'un appel à projets du «Fonds Catherine», La Maison des Adolescents a pu intervenir auprès des équipes éducatives des lycées de Normandie sur la prévention des violences faites aux jeunes filles dans les rapports amoureux.

Contact Katia Lemaire, Directrice de la Maison des Adolescents ; k.lemaire@maisondesados50.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury apprécie le contenu dynamique des supports pédagogiques de prévention des violences faites aux jeunes filles. Le jury souhaite souligner que le projet s'inscrit dans une démarche partenariale et qu'il est facilement transposable.



Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre

Plan de lutte contre les discriminations



Objectifs Depuis 2012, la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS) mène une politique volontariste en matière de lutte contre les discriminations. Pour cela et à l'issue d'un diagnostic et d'un accompagnement à la structuration du plan de lutte réalisé par un sociologue et les acteurs locaux du territoire, la CAMS a créé un collectif de lutte contre les discriminations.

Le plan de lutte vise à former et sensibiliser les acteurs locaux à cette problématique, accompagner les victimes avec le Défenseur des droits, les Maisons de Justice et du Droit de la

CAMVS ou les associations et outiller les professionnels dans la lutte contre les discriminations. Par la suite, de nombreux élèves et professionnels ont pu bénéficier des échanges et des activités produits dans ce cadre

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

Les formations et sensibilisations sont destinées aux associations, aux habitants, aux agents des collectivités territoriales, aux entreprises, etc. Les autres activités de sensibilisation sont ouvertes à tous.



Activités

- » La CAMVS identifie les besoins sous forme de formation-action et construit par la suite sa stratégie de communication, de sensibilisation et d'accompagnement des victimes.
- » Création d'un observatoire des inégalités.
- » A l'issue de la création du collectif par les élus locaux, la CAMVS a créé la semaine de Lutte Contre les Discriminations et des solidarités.
- » La collectivité mène des actions de formation et sensibilisation pour les membres du collectif et les agents de la CAMVS; pour les ambassadeurs en lien avec le travail d'observation des inégalités mené avec le Défenseur des droits et les Maisons de Justice et du Droit
- » La CAMVS développe également des actions de communication comme les spectacles, des vidéos, des affiches et des expositions.

Contact Abdahla Hanoun, DGA pôle solidarités et services à la population ;
abdahla.hanoun@camvs.fr

>>>> Le mot du jury

Le jury reconnaît l'importance de ce plan de lutte contre les discriminations, fondé sur un diagnostic, du fait des enjeux qu'elles représentent pour les collectivités. Le jury souligne le travail de coordination englobant des actions de prévention, de communication et de formation.



Association Psycomédie - Dispositif Farz-Book



Objectifs L'association a mis en place en 2014 un jeu interactif à but préventif à destination de jeunes adolescents sur les violences verbales discriminatoires sur les réseaux sociaux. Le lancement du dispositif fait suite au constat, durant ses interventions, de la dégradation des relations interpersonnelles chez les jeunes et de l'intensité des violences sur les réseaux sociaux.

Par un jeu de rôle, il permet d'aborder des notions potentiellement méconnues des jeunes comme la vie privée, l'e-réputation, le droit à l'image et inclut des thématiques

qui constituent le quotidien des jeunes pour une meilleure appropriation des enjeux. Une enquête de satisfaction révèle l'accueil favorable de cette initiative et une véritable prise de conscience, particulièrement chez les jeunes.

Bénéficiaires • Géographie prioritaire de la politique de la ville

L'action s'adresse aux élèves de la 6ème jusqu'au lycée et en mission locale, Espace Jeunes ainsi qu'en résidence habitat jeunes.



Activités

L'activité dure 1h30 au cours de laquelle les participants sont répartis en 3 équipes : A,B et C. Chaque équipe endossant à tour de rôle un personnage (auteur, victime et témoin).

- » L'équipe A tire au sort une thématique en lien avec l'actualité des réseaux sociaux et illustre la thématique par un jeu de mime à l'aide de costumes et d'accessoires.
- » L'équipe B est chargée de commenter individuellement sur une ardoise la mise en scène, pour faciliter l'expression de chacun des participants et tendre vers un consensus.
- » Une tierce personne, l'animatrice lit les commentaires à haute voix. L'équipe C rebondit sur les commentaires, attribue des points aux équipes et analyse les conséquences morales, juridiques et sociales pour les protagonistes.

Les intervenants animent le débat et introduisent des commentaires relatifs à un point de vue opposé. Ceci ayant pour but de les faire réfléchir sur les conséquences de tels comportements pour soi et pour les autres.

Contact Vincent Arnaud, Membre de l'association Psycomédie ; assopsycomedie@gmail.com

>>>> Le mot du jury

Le jury note l'investissement de l'association pour rendre ludique la réflexion et la prévention de violences discriminatoires sur les réseaux sociaux auprès des jeunes.



>>> A PROPOS DU FFSU

Le Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) est le réseau français de collectivités territoriales dédié à la réflexion, à la coopération et au soutien des élus et de leurs équipes en matière de sécurité urbaine.

Créé en 1992, il rassemble une centaine de collectivités territoriales. Reconnu pour son expertise par les institutions nationales, le FFSU est un réseau représentatif de la diversité des territoires et non partisan. Il favorise les échanges d'expériences entre les collectivités selon le principe « les villes aident les villes » et promeut une vision équilibrée de la sécurité urbaine alliant prévention, sanction et cohésion sociale.

Le FFSU est membre du Forum Européen pour la Sécurité Urbaine, réseau reconnu de 250 collectivités territoriales en Europe, aux côtés de 5 autres forums nationaux.

Forum Français pour la Sécurité Urbaine
10 rue des Montiboeufs
75020, Paris
Tel : +33 1 40 64 49 00
ffsu@ffsu.org

www.ffsu.org

Forum Français pour la Sécurité Urbaine 

@ffsunews 

Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU) 

